



Maine et Loire

Expliquer, démontrer et revendiquer, tel est le sens de l'action du syndicat libre et indépendant FO DGFIP 49

FO DGFIP 49 LESYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT

📄 [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://www.fo-dgfip-sd.fr/049)

☎ 02-41-74-53-04

✉ fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

Ancien banquier d'affaires, Macron déroule le tapis rouge aux Multinationales

A la BBC : les Français auraient "probablement choisi de quitter l'UE en cas de référendum."

Emmanuel Macron partisan convaincu de l'Union Européenne, interviewé par la BBC le samedi 20 janvier, a estimé que les Français auraient "probablement" pris la même décision que les Britanniques en juin 2016 et décidé de quitter l'Union européenne, si la question leur avait été soumise par référendum. Le journal « Marianne » dans un article daté du 21/01/2018 relate les propos du chef de l'État :



« Vous prenez toujours un risque quand vous avez un tel référendum, juste 'oui' ou 'non' dans un contexte si compliqué... », avance le président, vite relancé par son interlocuteur : "Si la France avait organisé le même référendum, il aurait pu y avoir le même résultat !" Pris de court, il hésite un instant, puis concède : "Oui... Probablement, dans un contexte similaire. (...) Je ne veux pas prendre le moindre pari..."

Lors de sa campagne présidentielle, le candidat d'En Marche s'est clairement affiché comme « candidat de l'Union européenne ». Hans Tietmeyer (1931-2016) président de la Bundesbank de 1993-1999 définissait comme suit le rôle de la monnaie unique européenne :

« L'indépendance du système européen de la Banque centrale est inscrite dans le traité de Maastricht et ne va pas être remise en cause. Nous ne pouvons plus jouer sur les taux de change. Dans la zone euro, le fardeau de l'ajustement reposera exclusivement sur les coûts du travail nationaux. Les salaires et tous les leviers reliés aux salaires devront faire face aux différences de productivités. »

- Est-il utile d'aller plus loin pour comprendre pourquoi l'Union Européenne chère à notre Président est rejetée par les salariés et avec elle, tous les dirigeants qui en appliquent les directives ?

- Est-il besoin de plus d'explications pour comprendre le sens de la Loi Travail, les baisses de charges sociales, le démantèlement des systèmes de retraites, de la protection sociale et de toute sa politique ?

La baisse du coût du travail, la destruction des services publics et les politiques de rigueurs qui en découlent sont inscrites dans les gènes d'une l'Union Européenne au service du capital financier.

A Versailles : "France is back", et au coeur de l'Europe, "Choose France" vocifère Macron !

"la France est de retour" OUI, mais pour qui ? Ci-dessous un extrait de la revue « Challenges » relatant le tweet adressé à Macron par Lloyd Blankfein, patron de Goldman Sachs. "Grand meeting avec les PDG internationaux organisé par le président Macron. Gros effort, sincère et efficace. Je sens qu'un nouveau jour se lève en France." Est-il besoin d'en rajouter à ce témoignage pour caractériser cette conférence du 22 janvier, qui consistait à mobiliser, le temps d'une journée à Paris, tout le gotha du business mondial en route pour le Sommet économique de Davos en Suisse. France is back comme dit Macron, oui mais pour le capital financier !

À Davos : le double langage du chef de l'État français !

A Davos, Macron défend en anglais ou plutôt en "globish" la langue des hommes d'affaires ses réformes libérales pour adapter la France à la mondialisation. Il vante sa réforme du code du travail qui donne plus de place aux accords d'entreprises, la réforme de l'accès à l'université ou encore le plan formation qu'il compte déployer. Puis l'ancien banquier cite les mesures fiscales prises pour baisser l'impôt et attirer le capital (l'impôt forfaitaire unique à 30 %, la fin de l'ISF hors immobilier, la diminution de l'impôt sur les bénéfices, la diminution des charges sociales ...). Bref toute la déréglementation made in France.

Après son discours de promotion d'une France mise aux normes de la mondialisation, d'une France qui déroule le tapis rouge aux milliardaires et aux chefs d'entreprises multi-millionnaires, expert en communication, il dénonce en français, les excès du dumping fiscal et social de cette même mondialisation : "Il faut aussi arrêter la tendance à détricoter le droit social pour s'ajuster à la mondialisation" Quel culot, tout et son contraire !

Quel mépris à l'égard des salariés français de cet adepte de l'ultra libéralisme !

De son interview à la BBC consacrant l'Europe de la Finance, en passant par le sommet de Versailles auquel il avait convié à huis clos quelque 140 dirigeants de multinationales, jusqu'au forum de Davos, **Macron** n'aura eu de cesse, que d'expliquer aux milliardaires et aux puissants de ce monde tous les avantages qu'il leur a consentis. Son message et le contenu antisocial de toutes ses contre-réformes peuvent se résumer ainsi !

« Venez, venez investir en France, j'ai mis en place des réformes privilégiant la compétitivité et la flexibilité. Grâce à la loi travail qui atomise le code du travail, à la baisse des impôts et des charges, à la réforme des universités, à la réforme des retraites ... j'adapte la France à la mondialisation. Au nom de la baisse du coût du travail, je vous livre les salariés français pieds et poings liés, je vous offre les meilleures conditions possibles d'exploitation. »

Mais ce n'est pas tout ! Il promet une énième réforme de l'État, pour privatiser, supprimer ou abandonner des missions de services publics, pour détruire 120 000 emplois de fonctionnaires, casser les statuts (**CAP2022**).

Macron promet aux capitalistes d'exploser tous les régimes de retraites d'ici à l'été 2019.

**Le modèle social français un obstacle que MACRON
au service de l'UE et la mondialisation
doit détruire pour le profit des grosses fortunes**

Détricoter méthodiquement tous les acquis des fonctionnaires et des salariés du privé, détruire les services publics pour rembourser la dette et payer les intérêts, baisser les impôts des plus riches, n'est-ce pas ce que fait le gouvernement **Philippe** dans la droite ligne des gouvernements précédents ?

La pauvre Mme Pénicaud !

Dans ce concert, la ministre du Travail fait figure de parent pauvre .

Muriel Pénicaud, ex-DRH de Danone, avec un patrimoine déclaré de 7,7 millions d'euros, est la plus grande bénéficiaire de la réforme de l'ISF transformé en IFI. Elle va réaliser une économie d'impôt de 62000 euros par an, soit « seulement » l'économie de près deux ans et demi le traitement brut d'un cadre C dernier échelon (indice 467).

On en aurait presque la larme à l'œil pour cette pauvre ministre qui atomise le code du travail !

Denis Kessler, numéro deux du **MEDEF** au côté d'Ernest-Antoine Seillières de 1994 à 1998, apôtre du projet de "refondation sociale" signait un éditorial dans le journal "Challenge" le 4 octobre 2007 .

Il proposait, tout simplement de liquider le modèle social construit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et annonçait ce que devait être le programme de **Nicolas Sarkozy** : Statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme..., selon **Kessler**, tout devait y passer. Jugez-vous même !

« A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là . Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » Sarkozy en a rêvé, Hollande l'a ébauché, Macron souhaite le réaliser !

**La mondialisation au service
des « premiers de cordées » : Ça baigne pour eux !**

Depuis 1980, les 1 % les plus riches de la population mondiale ont capté 27 % de la croissance des revenus dans le monde. Par contre, 50 % des plus pauvres n'en ont perçu que 12 %. Le classement **Bloomberg** indique que les

500 plus grosses fortunes de la planète concentrent entre leurs mains environ 5 300 milliards de Dollars soit le double du PIB de la France. Ces 500 plus grands milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 1 000 milliards de dollars en l'espace d'un an grâce aux profits boursiers. Treize français intègrent ce classement.

Jeff Bezos, patron d'**Amazon**, agrège à lui seul 100 Milliards de dollars soit 65000 euros par minute. C'est l'équivalent de deux fois le traitement annuel brut d'un contrôleur principal dernier échelon par minute.

Contrairement à ce que **Macron** appelle frauduleusement la théorie du ruissellement pour casser son image de président des riches, théorie qui prétend que, « pour que les pauvres soient moins pauvres, il faut faire en sorte que les riches soient plus riches », cette théorie accroît en réalité les inégalités et généralise la paupérisation de la société.

En France

Les 39 milliardaires en dollars ont vu leur fortune grimper de 21 % au cours de cette seule année 2017, atteignant, au total, 245 milliards. Sur les vingt dernières années, les dix plus grandes fortunes françaises ont augmenté de 950 %; alors que l'inflation sur la même période était de 35 %.

Le CAC 40 a progressé de 9,26 % cette année, bien loin de la progression des salaires et des pensions.

Le Président de la République sapé en directeur de communication explique avec une bienveillance déconcertante, à qui veut l'entendre le contraire. Personne n'est dupe ! Il suffit de regarder le bas de sa feuille de paye. Sa politique au service des puissants, se fixe pour objectif la destruction du modèle social français, la privatisation-destruction des services publics.

Promettre aux riches d'être toujours plus riches est une chose. Mais vouloir liquider la République sociale pour enrichir les actionnaires et les spéculateurs en est une autre !

**Le Président et son gouvernement
n'ont pas de bases sociales.
La colère monte, tout peut s'embraser !**



CAP 2022 : un plan social !

En attendant les feuilles de route des différents ministères, voici les premières orientations ministérielles :

- Atomisation du Statut général et destruction des statuts particuliers,
- Privatisation et abandon de missions,
- Plan de départs volontaires pour liquider 120 000 de postes de fonctionnaires : 50 000 emplois au sein de la fonction publique d'État et 70 000 au sein de la fonction publique territoriale,
- Rémunération au mérite pour récompenser le travail de ceux qui s'investissent et s'intègrent dans le cadre des réformes,
- Recours massifs aux contractuels ce qui correspond de fait à la privatisation de la fonction publique,
- Remise en cause des instances paritaires,
- Point d'indice différencié au sein des trois fonctions publiques.

Quand la députée LREM Amélie Monchaline livre la méthode du gouvernement pour casser la fonction publique, les retraites, la SNCF... :
l'objectif : associer les syndicats aux plans ministériels par la concertation !

Pour Mme De Montchaline, la méthode du gouvernement pour réformer la fonction publique sera *"exactement la même méthode que la loi travail"* pour lamener le code du travail : un an de concertation avec les syndicats. Et Mme de Montchaline d'indiquer : *"les syndicats ont discuté, on a des ordonnances, elles s'appliquent. On veut faire la même chose"*, a-t-elle tranché. *"C'est exactement ce qui va se passer"* pour la fonction publique. Quel Cynisme, quel simulacre de démocratie !

Voici la définition que donne le dictionnaire Larousse du verbe « se concerter » : S'accorder, se consulter pour mettre au point un projet commun.

**Quel projet commun peut-on avoir avec les fossoyeurs
des services publics, de la République sociale ?**

Pour la députée (LREM) Monchaline, pour Macron et le gouvernement Philippe la méthode consiste à faire s'asseoir les syndicats autour d'une table, pour discuter, dialoguer sur des plans que l'exécutif est, de toute façon, disposé à faire passer en force, par ordonnances. Pour cela, il faut ériger en dogme la **CONCERTATION**. La casse de la fonction publique serait-elle plus acceptable avec un débat ? L'essentiel pour ceux qui souhaitent se prêter à ce petit jeu, étant d'expliquer que le gouvernement va trop vite, que la méthode n'est pas la bonne pour minimiser le contenu des contre-réformes. Cette pseudo-négociation n'a qu'un but, dégager un consensus pour, in fine, émettre l'action syndicale, diviser sur les mots d'ordre et permettre au gouvernement de « réformer ».

- Est-ce le rôle d'une organisation syndicale de soutenir l'initiative que le nombre de trésoreries dans le Maine et Loire doit être bradé à 12 unités dans les trois prochaines années avant la liquidation pure et simple du réseau ?
- Est-ce le rôle d'une organisation syndicale de s'asseoir autour de la table dans la fonction publique, à la SNCF, pour entériner la destruction des statuts, la privatisation et l'abandon des missions de service public ?
- Doit-on s'asseoir autour d'une table gouvernementale pour détruire les régimes de retraites ?

À la **CONCERTATION**, aux **TABLES RONDES CONSENSUELLES**

FO DGFIP 49 oppose la **REVENDIGATION**, la **NEGOCIATION**.

À **L'INTÉGRATION SYNDICALE FO DGFIP 49** oppose **L'INDEPENDANCE SYNDICALE !**



Peut-on rester l'arme aux pieds et laisser Macron et son gouvernement sévir encore pendant quatre ans ?

Doit-on les laisser tranquillement liquider la fonction publique, la DGFIP, et l'ensemble de nos droits (statuts, retraites, sécurité sociale ...) sans combattre ?

Bien sûr que NON !

Fonctionnaires, agents de la DGFIP, nous sommes en état de légitime défense !


**Tous en grève et manifestations
le jeudi 22 mars 2018.**

CONTRE :

- ↳ La liquidation pure et simple du réseau de la DGFIP,
- ↳ La privatisation ou l'abandon de nos missions,
- ↳ La suppression de 120 000 postes de fonctionnaires : 50 000 emplois au sein de la fonction publique d'État et 70 000 au sein de la fonction publique territoriale,
- ↳ Le plan de départs volontaires pour réduire les effectifs,
- ↳ Le recours massif aux contractuels ce qui correspond de fait à la privatisation de la fonction publique. Titularisation de tous les contractuels,
- ↳ La rémunération au mérite pour récompenser le travail de ceux qui s'investissent et s'intègrent dans le cadre des réformes.

POUR :

- ↳ La défense du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers, qui garantissent sur l'ensemble du territoire l'égalité de traitement des citoyens,
- ↳ L'arrêt des suppressions d'emplois. Création d'emplois statutaires à la hauteur des besoins des services,
- ↳ Le dégel de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes subies. Le maintien d'un point d'indice unique dans les trois fonctions publiques,
- ↳ Le maintien des instances paritaires,
- ↳ L'abrogation du jour de carence,
- ↳ Le maintien du code des pensions, des régimes spéciaux, du système de retraite par répartition.

BULLETIN D'ADHESION 	NOM : _____ PRÉNOM : _____
	N° DGI ou N° AGORA : _____ ADRESSE MÊL : _____
	GRADE : _____ QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : _____ %
	AFFECTATION : _____ déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)
	Fait à _____ le _____ (signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu